

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/JOR/33/Add.2

WT/MIN(99)/9/Add.2

3 décembre 1999

(99-5234)

**Groupe de travail de l'accession
de la Jordanie**

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DE LA JORDANIE A L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Liste CXLVIII – Jordanie

Partie II – Liste d'engagements spécifiques concernant les services Liste d'exemptions de l'article II (NPF)

Comme il est indiqué au paragraphe 249 du projet de rapport du Groupe de travail de l'accession de la Jordanie (WT/ACC/JOR/33–WT/MIN(99)/9), la Liste d'engagements spécifiques concernant les services résultant des négociations entre la Jordanie et les Membres de l'OMC est annexée au Protocole d'accession de la Jordanie. Elle est reproduite ci-après.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
A. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
Tous les secteurs spécifiés dans la présente liste			
		En ce qui concerne les subventions, les modes 1), 2), 3) et 4) sont non consolidés.	
		3) L'investissement étranger minimal autorisé est de 50 000 dinars jordaniens. Cette limitation ne s'applique pas aux investissements dans des sociétés anonymes.	
		<p><u>Biens immobiliers:</u></p> <p>3) Tous les achats de biens immobiliers par des entreprises étrangères doivent être en rapport avec leurs activités commerciales autorisées et sont subordonnés à l'autorisation du Conseil des ministres.</p> <p>La location de biens immobiliers par des entreprises étrangères pour une période supérieure à trois ans est subordonnée à l'approbation du Conseil des ministres.</p> <p>Il est interdit à toutes les personnes morales d'effectuer des transactions immobilières.</p> <p><u>Terres appartenant à l'État:</u></p> <p>3) Seuls les ressortissants jordaniens sont autorisés à acheter ou à louer des terres appartenant à l'État.</p>	
	<p>3) Tous les investissements dans les entreprises de services publics font généralement l'objet de concessions. Dans les secteurs où l'autorisation de fournir des services est accordée sous forme de concession, l'établissement commercial doit prendre la forme d'une société anonyme.</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour ce qui concerne l'admission et le séjour temporaire des personnes physiques qui relèvent de l'une ou l'autre des catégories ci-après:</p>	4) Non consolidé, sauf pour les mesures touchant les catégories indiquées sous "Limitations concernant l'accès aux marchés"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><u>Personnes en voyage d'affaires:</u> Personnes physiques qui séjournent en Jordanie sans recevoir de rémunération ni vendre directement au grand public ni fournir de services, en vue de participer à des réunions d'affaires, de nouer des contacts d'affaires, y compris à des négociations pour la vente de services et/ou à d'autres activités similaires, y compris pour préparer l'établissement d'une présence commerciale en Jordanie. L'admission et le séjour sont limités à 90 jours.</p> <p><u>Personnes transférées à l'intérieur de leur entreprise:</u> Personnes physiques qui sont employées par une personne morale d'un autre Membre depuis au moins un an et qui cherchent à faire un séjour temporaire pour fournir des services i) à la même personne morale, qui effectue des opérations commerciales substantielles en Jordanie, ou ii) à la personne morale constituée en Jordanie et qui effectue des opérations commerciales substantielles en Jordanie, qui est détenue ou contrôlée par la personne morale susmentionnée ou lui est affiliée.</p> <p><u>Dirigeants:</u> Personnes physiques travaillant pour une personne morale, qui sont responsables de la totalité ou d'une part substantielle des activités de cette personne morale en Jordanie, et qui ne sont supervisées ou dirigées que de manière générale par les cadres de rang supérieur, le conseil d'administration ou les actionnaires de l'entreprise.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><u>Personnel d'encadrement:</u> Personnes physiques qui ont essentiellement pour tâche de diriger une personne morale, ou un de ses départements ou services, supervisent et contrôlent le travail d'autres superviseurs, professionnels ou cadres, sont habilitées à recruter et à licencier du personnel ou à en recommander le recrutement et le licenciement, ou à prendre d'autres décisions, et ont un pouvoir discrétionnaire pour les activités courantes à un niveau de responsabilité élevé.</p> <p><u>Spécialistes:</u> Personnes travaillant pour une personne morale qui ont de très grandes compétences et des connaissances exclusives des produits, des services, des activités de recherche, du matériel, des techniques ou de la gestion de la personne morale.</p> <p><u>Professionnels:</u> Personnes physiques qui cherchent à exercer leurs activités à un niveau professionnel dans le cadre d'un marché de services octroyé par une personne morale qui effectue des opérations commerciales substantielles en Jordanie et obtenu par une personne morale d'un autre Membre (à l'exception des entités fournissant des services définies sous CPC 872) qui ne possède pas de présence commerciale en Jordanie. Elles doivent posséder la formation nécessaire et les qualifications professionnelles voulues, dûment reconnues dans la mesure du possible par l'association professionnelle concernée en Jordanie. L'engagement se rapporte uniquement à l'activité du domaine des services faisant l'objet du contrat.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les permis de travail pour toutes les catégories sont accordés sur la base d'un examen des besoins économiques, c'est-à-dire aux candidats ayant des qualifications professionnelles qui ne sont pas disponibles en Jordanie ou cherchant un travail dans des domaines où l'offre locale de travailleurs est peu élevée.</p> <p>Les personnes transférées à l'intérieur de leur entreprise qui font partie des dirigeants, du personnel d'encadrement ou des spécialistes (tels qu'ils sont définis ci-dessus) sont supposées satisfaire aux prescriptions de l'examen des besoins économiques.</p> <p>Des permis de travail et de résidence temporaires sont requis. Ces permis sont délivrés pour une période maximale d'un an mais ils sont renouvelables.</p>		
		<p><u>Prescriptions en matière de résidence:</u></p> <p>4) Les directeurs généraux de succursales ou de personnes morales doivent résider en Jordanie.</p>	
B. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A. Services professionnels			
a) Services juridiques (services de conseil concernant le droit étranger (à l'exclusion du droit jordanien) (partie de CPC 861)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant. Seuls les ressortissants jordaniens peuvent assurer la représentation des justiciables devant les tribunaux jordaniens.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services d'audit (partie de CPC 862)	<p>1) Seuls les vérificateurs agréés qui résident en Jordanie peuvent fournir des services d'audit.</p> <p>2) Seuls les vérificateurs agréés qui résident en Jordanie sont autorisés à fournir des services d'audit</p> <p>3) Néant. Seules les personnes physiques ou les associés dans des sociétés en nom collectif qui résident en Jordanie sont autorisées à fournir des services d'audit. Les vérificateurs doivent être de nationalité jordanienne.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les vérificateurs doivent être de nationalité jordanienne.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>b) Services comptables et de tenue de livres (partie de CPC 862)</p> <p>c) Services de conseil fiscal (CPC 863)</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>d) Services d'architecture (CPC 8671)</p> <p>e) Services d'ingénierie (CPC 8672)</p> <p>g) Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (CPC 8674)</p>	<p>1) Néant pour les services de conseil, de planification ou de conception. Toutefois, tous les dessins et plans d'ingénierie doivent être contresignés par une entreprise d'ingénierie locale avant la mise en œuvre en Jordanie.</p> <p>2) Néant pour les services de conseil, de planification ou de conception. Toutefois, tous les dessins et plans doivent être contresignés par une entreprise d'ingénierie locale avant la mise en œuvre en Jordanie.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Participation étrangère au capital limitée à 50 pour cent. En outre, 50 pour cent au moins du capital doit être détenu par des ingénieurs. Par ailleurs, les entreprises d'ingénierie et d'architecture étrangères ne peuvent fournir des services qu'en concluant un contrat d'association avec des entreprises jordaniennes, en vue d'exécuter un projet ou une offre particulière. Les architectes, ingénieurs, urbanistes et architectes paysagers doivent être de nationalité jordanienne.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les architectes, ingénieurs, urbanistes et architectes paysagers doivent être de nationalité jordanienne.</p>	<p>3) Les entreprises étrangères sont tenues d'assurer la formation ainsi que le perfectionnement technique et de renforcer les compétences en matière de gestion du personnel local.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
h) Services médicaux (à l'exclusion des services dentaires) (CPC 9312)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, sauf que l'accès est limité aux médecins. Les médecins doivent être de nationalité jordanienne.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les médecins doivent être de nationalité jordanienne.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Seuls les Jordaniens peuvent bénéficier du régime de retraite et de sécurité sociale de l'Association des médecins.</p>	
j) Services des accoucheuses, infirmières et physiothérapeutes (CPC 93191)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
k) Autres services	<u>Pharmaciens</u> 1) Néant 2) Néant 3) Seuls les personnes physiques ou les associés dans des sociétés en nom collectif sont autorisés à exercer la profession de pharmacien. Un pharmacien ne peut être propriétaire que d'une seule pharmacie. Les pharmaciens doivent être de nationalité jordanienne. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les pharmaciens doivent être de nationalité jordanienne.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. Services informatiques et services connexes			
a) Services de consultation en matière d'installation des matériels informatiques (CPC 841) b) Services de réalisation de logiciels (CPC 842) c) Services de traitement de données (CPC 843) d) Services de bases de données (CPC 844) e) Services d'entretien et de réparation de machines et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs (CPC 845) f) Autres services informatiques (CPC 849)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. Services de recherche-développement			
a) Services de R & D en sciences naturelles (CPC 851) à l'exception des sciences liées à la géologie	1) Néant 2) Néant 3) Participation étrangère au capital limitée à 50 pour cent. Les directeurs de centres de recherche doivent être de nationalité jordanienne. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les directeurs de centres de recherche doivent être de nationalité jordanienne.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
b) Services de R & D en sciences sociales et humaines (CPC 852)	1) Néant 2) Néant	1) Néant 2) Néant	
c) Services de R & D interdisciplinaires (CPC 853)	3) Néant, sauf que les directeurs de centres de recherche doivent être de nationalité jordanienne. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les directeurs de centres de recherche doivent être de nationalité jordanienne.	3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
D. Services immobiliers			
a) Services immobiliers se rapportant à des biens propres ou loués (CPC 8210)	1) Non consolidé 2) Néant	1) Non consolidé 2) Néant	
b) Services immobiliers à forfait ou sous contrat (CPC 822)	3) L'accès est limité aux personnes physiques jordanienues. Il est interdit aux personnes morales d'effectuer des transactions immobilières. Les agents immobiliers et les arpenteurs agréés doivent être de nationalité jordanienne.	3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les agents immobiliers et les arpenteurs agréés employés par des agences immobilières doivent être de nationalité jordanienne.	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
E. Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs			
a) Services de location simple ou en crédit-bail de bateaux (CPC 83103)	1) Néant 2) Néant	1) Néant 2) Néant	
d) Services de location simple ou en crédit-bail d'autres machines et matériel (CPC 83106-83109)	3) Participation étrangère au capital limitée à 50 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
F. Autres services fournis aux entreprises			
a) Services de publicité (CPC 871)	1) Néant 2) Néant 3) L'accès est limité aux personnes physiques jordaniennes, aux sociétés en nom collectif dans lesquelles des Jordaniens ont une participation majoritaire et aux sociétés anonymes dont le conseil d'administration est composé en majorité de Jordaniens. Les directeurs d'agences de publicité doivent être de nationalité jordanienne. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les directeurs d'agences de publicité doivent être de nationalité jordanienne.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services d'études de marché (CPC 86401) c) Services de conseil en gestion (CPC 865) d) Services liés aux services de consultation en matière de gestion (CPC 866) q) Services de conditionnement (CPC 876)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
b) Services de sondages (CPC 86402)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant, sauf que les directeurs de maisons de sondage doivent être de nationalité jordanienne. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les directeurs de maisons de sondage doivent être de nationalité jordanienne.	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Services d'essais et d'analyses techniques (CPC 8676)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf que la participation étrangère aux services d'essais géotechniques est limitée à 50 pour cent. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f) Services annexes à l'agriculture (CPC 8811) f) Services annexes à l'élevage, services de conseil et de consultation uniquement (partie de CPC 8812) i) Services annexes aux industries manufacturières (CPC 884 et 885)	1) Néant 2) Néant 3) Participation étrangère au capital limitée à 50 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
m) Services connexes de consultations scientifiques et techniques (partie de CPC 8675) à l'exclusion des services de prospection, d'exploration, d'exploitation et d'établissement de cartes	1) Non consolidé 2) Néant 3) Participation étrangère au capital limitée à 50 pour cent. L'autorisation du Conseil des ministres est requise. Les géologues et ingénieurs géologues doivent être de nationalité jordanienne. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les géologues et ingénieurs géologues doivent être de nationalité jordanienne.	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
n) Services d'entretien et de réparation de matériels (à l'exclusion des navires pour la navigation maritime, aéronefs ou autres matériels de transport, de l'équipement de transmission radioélectrique et télévisuelle, des matériels de téléphonie et de télégraphie et des matériels de retransmission d'émissions de radiodiffusion) (CPC 633, 8861-8866) o) Services de nettoyage de bâtiments (CPC 874)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
p) Services photographiques (à l'exclusion des photos militaires et des photos aériennes du territoire du Royaume hachémite de la Jordanie) (CPC 875) s) Services de congrès (CPC 87909)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Participation étrangère au capital limitée à 50 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
r) Services d'impression et de publication (CPC 88442)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Participation étrangère au capital limitée à 50 pour cent. En outre, les publications périodiques ne peuvent appartenir qu'à des personnes physiques et des personnes morales jordaniennes, le capital de ces dernières devant être détenu en totalité par des Jordaniens. Les directeurs d'imprimerie et de maisons d'édition doivent être de nationalité jordanienne.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les directeurs d'imprimerie et de maisons d'édition doivent être de nationalité jordanienne.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
2. SERVICES DE COMMUNICATION			
B. Services de courrier (CPC 7512)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Participation étrangère au capital limitée à 51 pour cent. Suppression de toute limitation à compter du 1^{er} janvier 2004 au plus tard.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
C. Services de télécommunication			
<p>Les engagements de la Jordanie sont basés sur la note du Président datée du 16 janvier 1997 (S/GBT/W/2/Rev.1).</p> <p>La Jordanie a retiré ses limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre, compte tenu de la note du Président datée du 3 février 1997 (S/GBT/W/3) sur la question.</p>			
a) Services téléphoniques (CPC 7521)	1) Les services de rappel international ne sont pas autorisés. Néant, à compter du 31 décembre 2004 au plus tard.	1) Les services de rappel international ne sont pas autorisés. Néant, à compter du 31 décembre 2004 au plus tard.	La Jordanie s'engage à respecter les obligations décrites dans le document de référence ci-joint.
d) Services télex (CPC 7523)	2) Néant	2) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>e) Services télégraphiques (CPC 7522)</p> <p>f) Services de télécopie (CPC 7521 + 7529)</p> <p>g) Services de circuits loués privés (7522 + 7523)</p>	<p>3) La Société jordanienne des télécommunications détient des droits exclusifs jusqu'au 31 décembre 2004. Néant, à compter du 31 décembre 2004 au plus tard.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Non consolidé. Néant, à compter du 31 décembre 2004.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>b) Services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523)</p> <p>c) Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523)</p> <p>Services à valeur ajoutée:</p> <p>h) Services de courrier électronique (CPC 7523)</p> <p>i) Services d'audiomessagerie téléphonique (CPC 7523)</p> <p>j) Services directs de recherche d'information permanente et de serveur de bases de données (CPC 7523)</p> <p>k) Services d'échange électronique de données (CPC 7523)</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Les services ne sont fournis qu'au moyen de circuits loués par la Société jordanienne des télécommunications. Néant, à compter du 31 décembre 2004 au plus tard.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
l) Services à valeur ajoutée/améliorés de télécopie (CPC 7523) m) Conversion de codes et de protocoles n) Services de traitement direct de l'information et/ou de données (y compris traitement de transactions) (CPC 843) Services Internet (à l'exclusion des services téléphoniques et des services de télécopie)			
o) Autres services:			
Services mobiles de téléphonie vocale et de transmission de données	1) Néant 2) Néant 3) Le duopole sera maintenu jusqu'au 31 décembre 2003. La présence commerciale étrangère est subordonnée à une participation maximale au capital de 51 pour cent. Néant, à compter du 31 décembre 2004 au plus tard. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Non consolidé. Néant, à compter du 31 décembre 2004 au plus tard. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Système mobile mondial de communications personnelles (GMPCS)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf pour les services fournis par des fournisseurs locaux autorisés (fournisseurs de services d'accès)	1) Néant 2) Néant 3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de radiomessagerie (basés à terre) (CPC 75291)	1) Néant 2) Néant 3) Le nombre total de fournisseurs de services autorisé est fonction d'un examen des besoins économiques. Néant, à compter du 31 décembre 2004 au plus tard. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de cabines téléphoniques	1) Les services de rappel international ne sont pas autorisés. Néant, à compter du 31 décembre 2004 au plus tard. 2) Néant 3) Le nombre total de fournisseurs de services autorisé est fonction d'un examen des besoins économiques. Néant, à compter du 31 décembre 2004 au plus tard. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Les services de rappel international ne sont pas autorisés. Néant, à compter du 31 décembre 2004 au plus tard. 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
D. Services audiovisuels			
a) Services de production et de distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo (CPC 9611)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf que la participation étrangère aux services de distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo est limitée à 50 pour cent. Les directeurs de points de vente au détail doivent être de nationalité jordanienne.	1) Néant 2) Néant 3) Néant	
b) Services de projection de films cinématographiques (CPC 9612)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services d'enregistrement sonore	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les directeurs de points de vente au détail doivent être de nationalité jordanienne.	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGENIERIE CONNEXES			
A. Travaux généraux de construction de bâtiments (CPC 512)	1) Non consolidé*	1) Non consolidé*	
B. Travaux généraux de construction d'ouvrages de génie civil (CPC 513)	2) Néant	2) Néant	
C. Travaux de pose d'installations et de montage (CPC 514 + 516)	3) La participation étrangère au capital des entreprises de construction et de travaux jordaniennes est limitée à 50 pour cent. Par ailleurs, les entreprises de construction et de travaux étrangères ne sont autorisées à fournir des services que dans le cadre de contrats d'association avec des entreprises jordaniennes, en vue d'exécuter un projet ou une offre particulière.	3) Néant	
D. Travaux d'achèvement et de finition de bâtiments (CPC 517)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Le nombre d'ingénieurs étrangers employés par une entreprise ne peut dépasser le double du nombre d'ingénieurs jordaniens qualifiés employés par la même entreprise.	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
E. Autres services (CPC 511, 515, 518) à l'exclusion des travaux de préparation de sites en vue de l'exploitation minière (CPC 5115)			

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
4. SERVICES DE DISTRIBUTION			Si, à l'avenir, la législation jordanienne autorise les investisseurs étrangers à détenir un plus grand pourcentage du capital en ce qui concerne les projets ou une activité économique de ce secteur, cette libéralisation sera immédiatement consolidée dans la liste d'engagements spécifiques de la Jordanie.
a) Services de courtage (à l'exclusion des armes à feu) (CPC 621)	<p>1) Une présence commerciale est requise. Néant, à compter du 1^{er} janvier 2003 au plus tard.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, sauf que l'accès est limité aux personnes physiques jordanienes, aux sociétés en nom collectif jordanienes dans lesquelles des Jordaniens ont une participation majoritaire, et aux sociétés anonymes jordanienes dont le conseil d'administration est composé en majorité de Jordaniens.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services de commerce de gros (à l'exclusion du commerce de gros des armes à feu et des produits pharmaceutiques) (CPC 622) c) Services de commerce de détail (à l'exception du commerce de détail des produits pharmaceutiques) (CPC 631, 632, 6111, 6112, 6113, 6121) d) Services de franchisage (CPC 8922, 8923, 8929)	1) Néant 2) Néant 3) Participation étrangère au capital limitée à 50 pour cent, sauf que les fournisseurs de services qui sont aussi agréés en Jordanie sont soumis aux mêmes limitations que ceux de la catégorie CPC 621. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5. SERVICES D'ÉDUCATION			
La présence commerciale étrangère (selon le mode 3) est subordonnée à une participation maximale au capital de 51 pour cent. À compter du 1 ^{er} janvier 2004 au plus tard, une participation de 100 pour cent sera autorisée.			
A. Services d'enseignement primaire (CPC 921) B. Services d'enseignement secondaire (CPC 922)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
C. Services d'enseignement supérieur (CPC 923)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. Services d'enseignement pour adultes (CPC 924)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf que les directeurs de centres d'enseignement pour adultes doivent être de nationalité jordanienne. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les directeurs de centres d'enseignement pour adultes doivent être de nationalité jordanienne.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
E. Autres services d'enseignement (CPC 929), en particulier les centres culturels	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf que les directeurs de centres culturels doivent être de nationalité jordanienne. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les directeurs de centres culturels doivent être de nationalité jordanienne.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
6. SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT			
C. Services de voirie et services analogues (CPC 9403)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. Autres services			
Services de purification des gaz brûlés (CPC 9404)	1) Néant	1) Néant	
Services de lutte contre le bruit (CPC 9405)	2) Néant	2) Néant	
Autres services de protection de l'environnement n.c.a. (CPC 9409)	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
7. SERVICES FINANCIERS			
L'absence de toute limitation concernant la capacité d'un consommateur résident d'acheter un service sur le territoire d'un autre Membre ne signifie pas qu'il existe un engagement d'autoriser un fournisseur de services non résident à solliciter la clientèle ou à faire du marketing actif sur le territoire du Membre.			
A. Services d'assurance et services connexes (CPC 812)			
La présence commerciale étrangère sous la forme de sociétés par actions est subordonnée à une participation maximale au capital de 51 pour cent. Un an après l'accession, une participation étrangère de 100 pour cent sera autorisée.			
a) Services d'assurance-vie, d'assurance accident et d'assurance maladie (CPC 81211) et (CPC 81212), à l'exclusion de la gestion des caisses de pension	1) Une présence commerciale est requise.	1) Une présence commerciale est requise.	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) L'accès est limité aux sociétés par actions constituées en Jordanie et aux succursales de compagnies d'assurance étrangères.	3) Néant	
b) Services d'assurance autre que sur la vie (y compris l'assurance accident) (CPC 8129)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services de réassurance et de rétrocession (CPC 81299)	1) Néant 2) Néant 3) L'accès est limité aux sociétés par actions constituées en Jordanie et aux succursales de compagnies d'assurance étrangères. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
d) Services auxiliaires (CPC 8140)			
Services d'agences d'assurance (CPC 81401)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) L'accès est limité aux personnes physiques jordaniennes, aux sociétés en nom collectif jordaniennes dans lesquelles des Jordaniens ont une participation majoritaire, et aux sociétés anonymes dont le conseil d'administration est composé en majorité de Jordaniens. Les agents d'assurance et les directeurs d'agences doivent être de nationalité jordanienne. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les agents d'assurance et les directeurs d'agences doivent être de nationalité jordanienne.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de consultation en matière d'assurance (CPC 81402, à l'exclusion de services de consultation en matière de pension)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de règlement de sinistres (CPC 81403)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services actuariels (CPC 81404)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)			
L'établissement d'une présence commerciale (mode 3 seulement) ou la conduite de nouvelles activités sont réservés aux sociétés par actions constituées en Jordanie et aux succursales et filiales de banques étrangères sauf indication contraire dans le sous-secteur spécifique. En outre, il est à signaler que seules les banques peuvent exercer des activités impliquant l'acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public (CPC 81115-81119 à l'exclusion de CPC 81117), des services de garantie et d'engagements (CPC 81199**) et des services de courtage monétaire (CPC 81339**). Les sociétés de services financiers des sous-secteurs ci-après peuvent exercer toutes les autres activités financières. Les sociétés de services financiers sont autorisées à fournir des services fiduciaires, de gestion d'investissements, de conseil financier, de courtage, de dépôts, de gestion des émissions primaires.			
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public (CPC 81115-81119 à l'exclusion de CPC 81117) e) Garanties et engagements (CPC 81199**) h) Courtage monétaire (CPC 81339**)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Il est interdit d'hypothéquer des biens immobiliers situés en Jordanie auprès d'une banque établie hors de la Jordanie. 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les succursales de banques étrangères sont tenues d'avoir un directeur régional qui réside en Jordanie.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, affacturage, crédit hypothécaire et financement de transactions commerciales (CPC 8113)</p> <p>c) Crédit-bail (CPC 8112)</p> <p>d) Tous services de règlement et de transferts monétaires (CPC 81339)</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Ces services peuvent être fournis uniquement par l'intermédiaire des banques et des institutions financières spécialisées.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Il est interdit d'hypothéquer des biens immobiliers situés en Jordanie auprès d'une banque établie hors de Jordanie.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les succursales de banques étrangères sont tenues d'avoir un directeur régional qui réside en Jordanie.</p>	
<p>f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur:</p> <p>Instruments du marché monétaire (chèques, effets, certificats de dépôt, etc.) (CPC 81339**)</p> <p>Devises (CPC 81333)</p> <p>Produits dérivés, y compris, mais non exclusivement, instruments à terme et options (CPC 81339**)</p> <p>Instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme (CPC 81339**)</p>	<p>1) Néant, à l'exception des produits dérivés, non consolidé</p> <p>2) Néant, à l'exception des produits dérivés, non consolidé</p> <p>3) Accès réservé aux:</p> <p>a) Banques</p> <p>b) Sociétés de services financiers constituées en Jordanie, sous forme de sociétés par actions, sociétés anonymes ou sociétés en commandite simple</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Valeurs mobilières négociables (CPC 81321) Autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal (CPC 81339**)			
g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, services de dépositaire et services fiduciaires, gestion de fonds de pension	1) Non consolidé 2) Non consolidé, sauf pour l'émission et l'offre publique de valeurs mobilières hors de Jordanie par des fournisseurs de services étrangers, et pour la gestion hors de Jordanie d'actifs qui ne sont pas négociés sur le marché financier d'Amman ou autrement en Jordanie. 3) L'accès est limité aux: a) Sociétés de services financiers constituées en Jordanie, sous forme de sociétés par actions, sociétés anonymes ou sociétés en commandite simple b) Banques agréées, par l'intermédiaire de sociétés affiliées ou de comptes distincts 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé, sauf pour l'émission et l'offre publique de valeurs mobilières hors de Jordanie par des fournisseurs de services étrangers, et pour la gestion hors de Jordanie d'actifs qui ne sont pas négociés sur le marché financier d'Amman ou autrement en Jordanie. 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
j) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables	1) Non consolidé* 2) Néant 3) L'accès est limité au Centre de dépôt de la Bourse d'Amman pour les valeurs mobilières et à la Banque centrale de Jordanie pour tous les autres instruments financiers.	1) Non consolidé* 2) Néant 3) L'accès est limité au Centre de dépôt de la Bourse d'Amman pour les valeurs mobilières et à la Banque centrale de Jordanie pour tous les autres instruments financiers.	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
k) Services de conseil et autres services financiers auxiliaires de toutes les activités (a-l), y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises	1) Néant 2) Néant 3) L'accès est limité aux: a) Sociétés de services financiers constituées en Jordanie, sous forme de sociétés par actions, sociétés anonymes ou sociétés en commandite simple b) Banques 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
l) Fourniture et transfert d'informations financières se rapportant au traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX (autres que ceux de la partie 1.A.)			
La présence commerciale étrangère (selon le mode 3) est subordonnée à une participation maximale au capital de 51 pour cent. À compter du 1 ^{er} janvier 2004 au plus tard, une participation de 100 pour cent sera autorisée.			
A. Services hospitaliers (CPC 9311)	1) Néant 2) Néant	1) Néant 2) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. Services sociaux (CPC 933). Notamment les maisons de soins infirmiers, les maisons de convalescence et les centres de réadaptation	3) Au moins un des propriétaires doit être un médecin, sauf dans une société anonyme. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Au moins les trois quarts des médecins employés par un hôpital, une maison de soins infirmiers ou une maison de convalescence doivent être de nationalité jordanienne. Au moins la moitié des effectifs doivent être de nationalité jordanienne.	3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. Autres services de santé humaine, notamment les laboratoires médicaux (CPC 93199)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf que les directeurs de laboratoires doivent être de nationalité jordanienne. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les directeurs de laboratoires doivent être de nationalité jordanienne.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
A. Services d'hébergement en hôtel et en motel, à l'exclusion des casinos (CPC 6411 & 6412)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de repas dans les restaurants traditionnels (à l'exclusion des transports) (CPC 6421)	1) Néant 2) Néant	1) Néant 2) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de repas dans les restaurants libre-service (self-service) (CPC 6422) Services de vente de boissons à consommer sur place, à l'exclusion des casinos (CPC 643)	3) Participation étrangère au capital limitée à 50 pour cent. Seules les personnes morales jordaniennes sont autorisées à conclure des accords de franchise. La limitation à la participation étrangère au capital ne s'applique pas à ces services lorsqu'ils sont fournis dans des hôtels ou motels. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de traiteur (CPC 6423). Services de restauration collective (exception faite des services de restauration dans les aéroports et des services de ravitaillement des lignes aériennes, qui relèvent exclusivement des transporteurs aériens nationaux)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services de traiteur à bord des aéronefs (partie de CPC 6423)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Actuellement, la compagnie aérienne nationale bénéficie de l'exclusivité. Toutefois, une fois l'exclusivité levée, l'accès sera subordonné à la limitation de 50 pour cent pour la participation étrangère au capital ainsi qu'à toute autre limitation relative à la forme juridique prévue par la législation jordannienne. Le nombre des fournisseurs de services peut être limité. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques (CPC 7471)	<p>1) Les agences de voyages étrangères doivent organiser leurs excursions en Jordanie par l'intermédiaire d'un fournisseur de services local.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Ces services peuvent être fournis par des personnes physiques et des personnes morales jordaniennes, la participation étrangère au capital de ces dernières étant au maximum de 50 pour cent. Le fournisseur de services doit être une entreprise spécialisée dans le tourisme. Les directeurs d'agences doivent être de nationalité jordanienne.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Les directeurs d'agences doivent être de nationalité jordanienne.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
Services de guides touristiques (CPC 7472)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
10. SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)			
A. Autres services de spectacles (CPC 96191) Producteurs de pièces de théâtre, chœurs, orchestres et formations musicales	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services des cirques (CPC 96194)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Les spectacles de cirques étrangers doivent être organisés par un club sportif jordanien enregistré. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. Services d'agences de presse (CPC 962) Services de correspondants seulement	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels (CPC 963) Services des musées (à l'exclusion des sites et monuments historiques) (CPC 96321)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
D. Services sportifs et autres services récréatifs (CPC 964)	<u>Clubs de santé et de culture physique:</u> 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
11. SERVICES DE TRANSPORT			
La présence commerciale étrangère (selon le mode 3) est subordonnée à une participation maximale au capital de 50 pour cent.			
A. Services de transport maritime: Services de transport maritime (CPC 721)			
a) Transport de voyageurs (CPC 7211) b) Transport de marchandises (CPC 7212)	1) a) Navigation de ligne: Néant, mais tous les navires qui accostent en Jordanie doivent retenir les services d'un agent portuaire jordanien. b) Transport en vrac, tramping et autre transport international, y compris le transport de voyageurs: Néant 2) Néant	1) Néant 2) Néant	Les services portuaires suivants sont offerts aux fournisseurs de services de transport maritime international selon des modalités et à des conditions raisonnables et non discriminatoires: 1. Pilotage (exclus)

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) a) Établissement d'une société enregistrée aux fins de l'exploitation d'une flotte battant pavillon jordanien: Néant b) Autres formes de présence commerciale établie aux fins de la fourniture de services de transport maritime international: Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Au moins un cinquième de l'équipage des navires jordaniens doit être composé de Jordaniens.</p>	<p>3) Les droits pour les services de pilotage et de stationnement à quai et les droits de bassin sont inférieurs de 10 pour cent pour les navires jordaniens. Les navires jordaniens sont exemptés des droits de port dans les eaux territoriales de la Jordanie. Ils bénéficient d'un traitement préférentiel pour ce qui est du prix du combustible au Port d'Aqaba.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>2. Tractage et remorquage 3. Avitaillement et approvisionnement en carburant et en eau 4. Ramassage des ordures et évacuation des eaux de lestage 5. Services de capitainerie de port 6. Aides à la navigation 7. Services opérationnels à terre indispensables à l'exploitation des navires, notamment services de communication, d'approvisionnement en eau et en électricité 8. Exploitation d'installations pour effectuer les réparations d'urgence 9. Services d'ancrage, de mouillage et de stationnement à quai (exclus).</p> <p>Il est à noter que les services de pilotage et de mouillage ont été exclus en raison de la limitation concernant le traitement national indiquée dans les engagements figurant dans la colonne "Traitement national".</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services auxiliaires des transports maritimes			
c) Services de location de navires avec équipage pour la navigation maritime (CPC 7213)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
d) Entretien et réparation des navires (CPC 8868)	1) Néant 2) Néant 3) L'accès est limité aux personnes physiques et aux personnes morales jordaniennes. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services d'entreposage (CPC 742)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant** 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant** 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

* Un engagement concernant ce mode de fourniture n'est pas praticable.

** Formalités de concession ou d'autorisation de service public éventuellement applicables en cas d'occupation du domaine public.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Agents maritimes	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
Services d'expédition de marchandises (CPC 748)	2) Néant	2) Néant	
Services d'inspection de marchandises (CPC 749)	3) L'accès est limité aux personnes physiques et aux personnes morales jordaniennes.	3) Néant	
Services de traiteur (avitaillement)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
C. Services de transports aériens (tels que définis dans l'Annexe sur les services de transport aérien)			
Entretien et réparation des aéronefs (partie de CPC 8868)	1) Sous réserve d'un accord avec la Compagnie aérienne royale jordannienne (transporteur national)	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Non consolidé	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Système informatisé de réservation (SIR): Ventes et commercialisation Entretien et réparation	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services aériens auxiliaires			
Services d'expédition de marchandises (partie de CPC 748)	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Accès limité aux personnes physiques et aux personnes morales jordaniennes. Le directeur doit être un ressortissant jordanien.	3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Le directeur doit être un ressortissant jordanien.	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services d'emballage et de mise en caisse et de déballage et de sortie de caisse (partie de CPC 749)	1) Néant 2) Néant 3) Accès limité aux personnes physiques et aux personnes morales jordaniennes 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Services d'inspection de marchandises (partie de CPC 749), à l'exclusion de l'inspection avant expédition des importations à des fins d'évaluation en douane	1) Néant. La Jordanie n'autorise pas l'inspection avant expédition des importations à des fins d'évaluation en douane. 2) Néant. La Jordanie n'autorise pas l'inspection avant expédition des importations à des fins d'évaluation en douane. 3) L'accès est limité aux expéditeurs de marchandises qui sont des personnes physiques ou des personnes morales jordaniennes. Le directeur doit être un ressortissant jordanien. Lorsque la délivrance des licences spéciales pour la fourniture de services d'inspection de marchandises sera réglementée, l'accès sera aussi accordé aux sociétés d'inspection prenant la forme de personnes physiques ou de personnes morales jordaniennes. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Le directeur doit être un ressortissant jordanien.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications:

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de

communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du

point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en œuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.

Liste finale d'exemptions de l'article II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Mesures horizontales				
Tous les secteurs				
Présence commerciale	Les mesures accordant un traitement préférentiel sont appliquées conformément aux traités d'investissement bilatéraux.	Malaisie, Italie, Égypte, Algérie, Indonésie, Tunisie, Roumanie, République tchèque, Allemagne, Pays-Bas, Pologne, France, Suisse, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Turquie, Yémen, Émirats arabes unis et Maroc	Indéterminée	Promouvoir l'investissement en Jordanie et pour le signataire
Mouvement des personnes physiques	Les redevances de services peuvent établir une discrimination entre fournisseurs arabes et non arabes. Dans tous les secteurs, les frais de permis de travail annuels sont plus élevés pour les non-Arabes que pour les Arabes.	Ressortissants de pays arabes	Indéterminée	Promouvoir l'investissement et les échanges bilatéraux entre les pays arabes
Mouvement des personnes physiques	La main-d'œuvre étrangère bénéficie du traitement national pour ce qui concerne la sécurité sociale.	Turquie, Philippines, Pakistan, Égypte	Indéterminée	Promouvoir le mouvement de la main-d'œuvre, les échanges et l'investissement dans la région
Utilisation des terres	L'achat de terres par des personnes morales ou des personnes physiques non arabes est subordonné à un accord de réciprocité.	Tous les ressortissants, sauf ceux des pays arabes	Indéterminée	Sécurité et politique étrangère
Secteurs spécifiques				
Vérificateurs et pharmaciens	L'admission temporaire est autorisée pour les vérificateurs et pharmaciens étrangers dûment qualifiés dont le pays accorde un traitement réciproque aux Jordaniens.	Tous	Indéterminée	Nécessité de garantir aux vérificateurs et aux pharmaciens jordaniens un accès équivalent aux marchés étrangers

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Géologues/ingénieurs en géologie	L'admission temporaire des géologues/ingénieurs en géologie étrangers peut être autorisée par le Conseil des ministres, uniquement si les Jordaniens bénéficient d'un traitement réciproque.	Tous	Indéterminée	Nécessité de garantir aux géologues/ingénieurs en géologie jordaniens un accès équivalent aux marchés étrangers. Sécurité.
Laboratoires médicaux	Des licences peuvent être délivrées aux non-Jordaniens pour la pratique d'essais en laboratoire et l'administration de laboratoires uniquement si les ressortissants jordaniens bénéficient d'un traitement réciproque. Une exception à la condition de réciprocité est prévue pour les directeurs de laboratoires d'hôpitaux privés.	Tous	Indéterminée	Nécessité de garantir aux laboratoires médicaux jordaniens un accès équivalent aux marchés étrangers
Services audiovisuels - Production et distribution d'œuvres cinématographiques et d'émissions de télévision	Mesures fondées sur des accords-cadres entre gouvernements sur la coproduction d'œuvres audiovisuelles, qui accordent le traitement national aux œuvres audiovisuelles visées par ces accords, en particulier pour ce qui concerne la distribution et l'accès au financement.	Tous les pays avec lesquels une collaboration dans le domaine culturel peut être souhaitable.	Indéterminée	Ces accords ont pour but de favoriser l'établissement de liens culturels entre les pays concernés.
Services audiovisuels - Production et distribution d'émissions de télévision et d'œuvres cinématographiques	Mesures accordant des prestations au titre de programmes de soutien (comme MEDIA) aux œuvres audiovisuelles et aux fournisseurs de ces œuvres qui répondent au critère de l'origine européenne.	Pays des Communautés européennes	Indéterminée	
Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Les véhicules de transport peuvent être utilisés pour des voyages touristiques, dont des services de navette, sans que l'obtention d'une licence préalable ne soit nécessaire.	Turquie, Suède	Indéterminée	Politique étrangère

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services d'agences de presse: Services de presse	Les agences de presse étrangères peuvent être autorisées à publier des bulletins d'information par le Conseil des ministres, uniquement si les agences jordaniennes bénéficient d'un traitement réciproque.	Tous	Indéterminée	Nécessité de garantir aux agences de presse de la Jordanie un accès équivalent aux marchés étrangers
Arrangements en matière de transport terrestre	Promotion des accords de transport et de transit	Turquie, Iraq, Égypte, Israël, Arabie saoudite, Tunisie, Yémen, Qatar, Iraq, Iran, Autorité nationale palestinienne, Liban, Pays-Bas, Bulgarie, Roumanie, Suède, Hongrie, Ex-Yougoslavie, Ex-Tchécoslovaquie, Royaume-Uni, Grèce, Autriche, Pakistan, Pologne, Belgique, Finlande, Canada, Suisse	Indéterminée	Favoriser les échanges entre les pays, en particulier ceux qui ont des frontières communes avec la Jordanie